# République Islamique de Mauritanie

Honneur -Fraternité - Justice



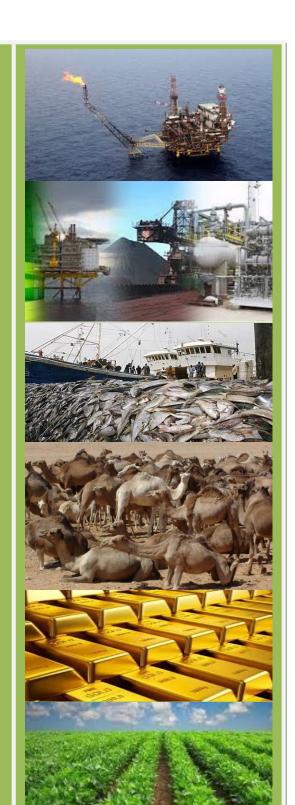
# Ministère des Finances

Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique

Direction des Études, de la Réglementation et de la Coopération

RAPPORT SUR LES
OPERATIONS FINANCIERES
DE L'ETAT

Janvier 2024



# Table des matières

Avant-pro	opos6
INTRODU	CTION7
RECETTES	59
1.1 Recet	tes fiscales10
Principale	s réalisations10
Répartitio	n par nature fiscale11
1.2. Rece	ttes non fiscales12
1.3. Rece	ttes des hydrocarbures15
1. DÉPE	NSES
2.1. Dépe	nses de fonctionnement17
2.2. Dépe	nses d'investissement17
2.2.1 Dép	penses d'investissement sur financement intérieur18
2.2.1.1	Affaires Économiques19
2.2.1.2	Action et protection sociale21
2.2.1.3	Services publics généraux21
2.2.1.4	Protection de l'environnement22
2.2.1.5	Enseignement23
2.2.1.6	Affaires islamiques, culture et loisirs23
2.2.1.7	Aménagements collectifs et logements24
2.2.1.8	Ordre et sécurité publique24
2.2.1.9	Santé25
2.2.2 <b>D</b> ép	penses d'investissements sur financement extérieur25
2.2.2.1	Aménagement du territoire
2.2.2.2	Développement industriel27
2.2.2.3	Ressources humaines
2.2.2.4	Projets multisectoriels
2.2.2.5	Développement rural28

2.3. Classification fonctionnelle des dépenses	29
3. SOLDES	31
4. FINANCEMENT	33
4.1. Financement intérieur	33
4.2. Financement extérieur	34
CONCLUSION	35
ANNEXES	36
Annexe1 : Tableau des Opérations Financières de l'Etat pour l'année 2023	
Annexe 2 : Classification fonctionnelle des dépenses	
Annexe 3 : Dépenses d'investissement sur financements extérieurs(montant en	
Index des Graphiques	
Index des Graphiques Graphique 1 : Répartition de l'exécution des recettes totales	9
Graphique 1 : Répartition de l'exécution des recettes totales	10
Graphique 1 : Répartition de l'exécution des recettes totales	10 11
Graphique 1 : Répartition de l'exécution des recettes totales	10 11 12
Graphique 1 : Répartition de l'exécution des recettes totales	10 11 12
Graphique 1 : Répartition de l'exécution des recettes totales	
Graphique 1 : Répartition de l'exécution des recettes totales	
Graphique 1 : Répartition de l'exécution des recettes totales	
Graphique 1 : Répartition de l'exécution des recettes totales	
Graphique 1 : Répartition de l'exécution des recettes totales	
Graphique 1 : Répartition de l'exécution des recettes totales	
Graphique 1 : Répartition de l'exécution des recettes totales	

Tableau 1 : Réalisation des recettes de l'Etat- 2023	9
Tableau 2: Recettes des hydrocarbures	.15
Tableau 3: Ventilation des dépenses d'investissement par fonction principale	.19
Tableau 4: Dépenses d'investissement des affaires économiques	.20
Tableau 5: Dépenses d'investissement du développement rural	.20
Tableau 6: Dépenses d'investissement de l'Action et protection sociale	.21
Tableau 7: Dépenses d'investissement des Affaires générales concernant l'action sociale	.21
Tableau 8: Dépenses d'investissement des Services publics généraux	.22
Tableau 9: Dépenses d'investissement de la protection de l'environnement	.23
Tableau 10 : Ventilation des dépenses d'investissement de l'Enseignement	.23
Tableau 11 : Ventilation des dépenses d'investissement des Affaires islamiques, culture	et
loisirs	.24
Tableau 12: Dépenses d'investissement des aménagements collectifs et logements	.24
Tableau 13: Dépenses d'investissement de l'Ordre et sécurité publique	.24
Tableau 14: Dépenses d'investissement de la santé	.25
Tableau 15: Dépenses d'investissement de l'aménagement du Territoire	.27
Tableau 16: Dépenses d'investissement du Développement Industriel	.27
Tableau 17: Dépenses d'investissement desRessources Humaines	
	.28
Tableau 18: Dépenses d'investissement des Projets multisectoriels	
Tableau 18: Dépenses d'investissement des Projets multisectoriels Tableau 19 : Dépenses d'investissement du Développement Rural	.28
	.28

# Sigles et abréviations

ANRPTS	Agence National du Registre des Populations et des Titres Sécurisées
APIM	Agence de Promotion des Investissements en Mauritanie
BCI	Budget consolide d'investissement
BCM	Banque centrale de Mauritanie
BIC	Bénéfices industriels et commerciaux
BIT	Bons Islamiques du Trésor
BNC	Bénéfices Non Commerciaux
BT	Bons du Trésor
CAS	Compte d'affectation spéciale

CFAP Classification des fonctions des administrations publiques

COFOG Classification Of the Fonctions Of Government

Covid 19 Maladie à coronavirus 2019 CUT Compte Unique du Trésor

Projet d'appui au développement économique concentré local aux initiatives

communales

**DECLIC** 

DGSCGC Délégation Générale à la Sécurité Civile et à la Gestion des Crises

DGSN Direction générale de la sureté nationale

DGTCP Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique FAID Fonds d'aide et d'intervention pour le développement.

FNRH Fonds National des Revenus des Hydrocarbures

FMI Fonds monétaire international FRD Fonds Régional de Développement

GTA Grand Tortue Ahmeyim
IMF Impôt minimum forfaitaire

ITS Impôts sur les traitements et salaires

LFI Loi de finances initiale LFR Loi de finances rectificative

MDS Milliards

MRU Monnaie de la Mauritanien

N.C.A. Non classés ailleurs

OCDE Organisation de Coopération et de Développement Économiques

PIB Produit intérieur brut

PNDSE Programme national de développement du secteur de l'éducation PNDSE Programme national de développement du secteur de l'éducation

RAC Réseau Administratif de Communication SNIM Société nationale industrielle et minière

TAAZOUR Délégué général à la Solidarité nationale et à la Lutte contre l'exclusion

TOFE Tableau des Opérations Financières de l'État

TPS Taxe sur les prestations de services

TVA Taxe sur la valeur ajoutée

#### **AVANT-PROPOS**

Le Ministère des Finances établit à l'attention de l'Assemblée nationale, à la fin de chaque année un rapport sur l'exécution du budget de l'État, retraçant les dépenses, les recettes et leur résultante globale : le solde du budget général, tout en mettant l'accent sur les dépenses d'investissement durant l'année concernée.

Ce rapport présente une vision synthétique de l'exécution du budget de l'État et permet d'évaluer les résultats observés par rapport à l'année précédente. Il permet également d'apprécier l'évolution de l'ensemble des facteurs qui contribuent à la formation du solde budgétaire de l'État.

Le présent rapport est élaboré sur la base des statistiques des finances publiques, agrégées dans le Tableau des Opérations Financières de l'État (TOFE), qui est publié mensuellement sur le site internet de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique www.tresor.mr.

Cette initiative résulte d'une volonté d'ouverture et s'inscrit dans le cadre d'un code de bonnes pratiques en matière de transparence des finances publiques, contribuant à renforcer la compréhension de l'exécution du budget de l'État au niveau du grand public, et permettre à l'ensemble des acteurs concernés par la situation budgétaire du pays, de se tenir informés de l'évolution mensuelle de la situation des finances publiques.

#### INTRODUCTION

L'exécution du budget au titre de l'exercice 2023 s'inscrit dans un contexte international marqué par le retour à la trajectoire normale après la hausse exceptionnelle des prix des hydrocarbures et des denrées alimentaires en 2022.

L'inflation à l'échelle mondiale devrait passer de 6,8% en 2023 à 5,2% en 2024. Toutefois, dans l'ensemble, les facteurs influant sur les perspectives restent orientés à la baisse.

Compte tenu du contexte de la baisse tendancielle du niveau des prix sur le plan mondiale, l'inflation, au niveau national devrait connaître la même trajectoire en se situant à 8,7% en 2023 et 7% en 2024.

Sur le plan international, la croissance économique était 3% en 2023 contre 3,5% en 2022. Ce ralentissement est imputable essentiellement aux effets récessifs des différents facteurs assombrissant les perspectives de croissance mondiale.

La croissance de l'économie nationale devrait se situer à 4,2% en 2023, après être accélérée, en 2022 à 6,4%.

L'exercice budgétaire de 2023 a été marqué, par un déficit budgétaire de 9,29 Milliards MRU, sur une prévision de -12,31 Milliards.

Les recettes de l'Etat ont été collectées à hauteur de 87,43 Milliards MRU, soit un taux de réalisation de 92% et une légère hausse de 0,12% par rapport à l'année précédente.

Par ailleurs, les dépenses et prêts nets ont été exécutées à hauteur de 96,72 Milliards MRU soit un taux d'exécution de 90% des prévisions de la loi des finances rectificative. Par rapport aux dépenses exécutées en 2022, les dépenses de l'Etat ont diminué de 4% en 2023 (soit un écart de 4,08 Milliards MRU).

Le présent rapport retrace les détails de l'exécution des recettes et dépenses de l'État, par rapport aux prévisions budgétaires de l'année et à l'exécution de l'année précédente, selon la nomenclature économique. Il met aussi l'accent sur les dépenses d'investissements qui constituent un levier majeur de la politique générale du Gouvernement.

Une analyse des dépenses selon la classification fonctionnelle sera également abordée, considérant la répartition des dépenses sur les secteurs de l'économie.

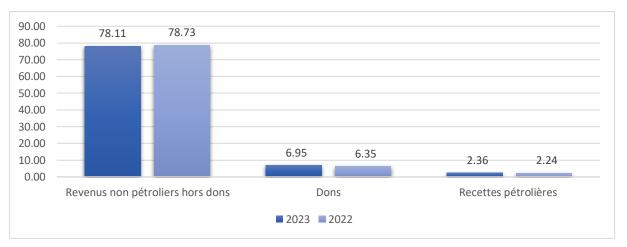
Aussi, et malgré le fait qu'elles soient en dehors du périmètre de la comptabilité publique actuelle, un aperçu des dépenses d'investissement sur financement extérieur sera présenté,

et ce afin d'améliorer la visibilité de la totalité des dépenses d'investissement au cours de l'année 2023 et montrer le poids relatif des investissements au niveau des différents secteurs de l'économie nationale.

Enfin, nous présenterons les différents soldes budgétaires résultants de l'exécution du budget de l'Etat en 2023 et les moyens financiers qui ont été mobilisés pour faire face au déficit budgétaire.

#### **RECETTES**

Au terme de l'année 2023, les recettes de l'État s'élèvent à 87,43Milliards MRU contre 87,32 Milliards MRU en 2022, soit une légère hausse de 0,12% par rapport à l'année précédente. Le taux de réalisation des recettes de l'État a atteint 92% des objectifs de la LFR pour l'année 2023.



Graphique 1 : Répartition de l'exécution des recettes totales

Tableau des opérations financières de l'État	Exécution	Prévisions LFR23	Taux d'exécution
Recettes totales et dons (y compris recettes hydrocarbures)	87,43	95,51	92%
Revenus non pétroliers et dons	85,07	94,03	90%
Revenus non pétroliers hors dons	78,11	85,08	91,81%
Recettes fiscales (hors pétrole)	51,87	57,41	90,35%
Recettes non fiscales	26,39	27,67	95,37%
Recettes en capital	1,25	0,55	227,27%
Dons	6,95	8,96	78%
Recettes hydrocarbures (net)	2,36	1,48	159,46%

Tableau 1 : Réalisation des recettes de l'Etat- 2023

Globalement les revenus non pétroliers (hors dons) ont atteint **78,11**Milliards MRU soit une diminution de 0,62 Milliards MRU par rapport à 2022, ce qui représente une baisse de 0,79%.

Les dons, qui regroupent les dons projets et appuis budgétaires, ont atteint 6,95Milliards MRU avec un taux de réalisation de 78 % par rapport aux prévisions de l'année 2023 (8,96 Milliards MRU). Les dons ont enregistré une hausse de 0,6 Milliards MRU par rapport à 2022.

Quant aux recettes hydrocarbures, elles se sont établies à hauteur de 2,36 Milliards MRU pour l'année 2023, soit une augmentation de 0,12 Milliards MRU par rapport à l'année 2022.

# 1.1 Recettes fiscales

Les recettes fiscales ont été collectées durant l'année2023 à hauteur de **51,87**Milliards MRU, pour un objectif de **57,41**Milliards MRU, soit un taux d'exécution de **90,36**% des prévisions de la Loi de Finances rectificative.

Globalement, les réalisations de 2023 ont augmenté de **3,23** Milliards MRU par rapport aux recettes fiscales collectées à l'année précédente (48,64 Milliards MRU en 2022).

#### Prévisions ■ Réalisations 30.00 26.31 25.00 22.77 18.69 20.00 16.78 15.00 10.05 8.81 10.00 3.52 5.00 2.35 Taxes sur les revenus et profits Taxes sur les biens et services Taxes sur le commerce Autres recettes fiscales international

# Principales réalisations

Graphique 2 : Prévisions et réalisations des recettes fiscales 2023

Les impôts sur les bénéfices et revenus net ont atteint 89,75% des prévisions de la LFR, et une diminution de 0,86% par rapport à l'année 2022, où elles avaient été de 16,92 Milliards MRU.

Les réalisations pourles taxes sur les biens et services ont atteint 86,55% des prévisions et une diminution de 2,37% par rapport à l'année 2022, qui s'était à 23,33 Milliards MRU.

Les taxes sur le commerce international ont été réalisées à 87,62% se situant à 8,81 Milliards MRU de réalisations contre une prévision de 10, 50 Milliards MRU pour l'année 2023.

Avec une réalisation de 3,52 Milliards MRU, les autres recettes fiscales regroupant notamment les droits de timbres, la taxe d'apprentissage et les impôts sur la propriété ont atteint 149,58% des prévisions et une diminution de 9,51% par rapport à l'année précédente (0,37 Milliards MRU). Cette diminution est imputable essentiellement aux droits de timbres qui ont réalisé 2,58 Milliards MRU, contre 2,63 Milliards MRU en 2022.

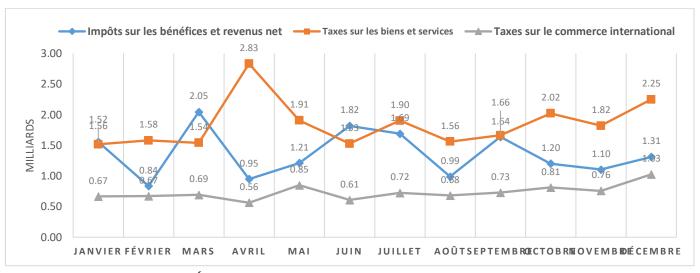
#### Répartition par nature fiscale

La bonne performance des recettes fiscales a été notée particulièrement au niveau des réalisations pour la TVA, le BIC/BNC, l'IMF et les taxes sur les importations.



Graphique 3 : Réalisations des recettes fiscales par nature

La TVA constitue le principal poste de recettes fiscales pour une contribution de 30,40%, suivie par les taxes sur les importations avec un apport de 16,98% au total des différentes rubriques. Les BIC/BNC et l'IMF, l'ITS, et Taxe unique SNIM et TPS ont représenté respectivement 15,15%, 13,45% et 5,87% du total des différentes rubriques.



Graphique 4 : Évolution des principaux postes de recettes fiscales en 2023

Les réalisations des différentes natures de recettes fiscales ont montré des variations durant l'année 2023 reflétant principalement la saisonnalité du calendrier fiscal.

Les taxes sur les revenus et profits ont montré une évolution irrégulière tout au long de cette année avec un pic au mois de mars (2,05 Milliards MRU). Ce comportement s'explique en partie par le versement de l'impôt sur la société avant le 31 mars, occasionnant pour le contribuable le paiement des pénalités de retard au-delà de ce délai.

Les taxes sur les biens et services ont connu une fluctuation remarquable avec un pic au mois d'avril d'un montant de 2,83 Milliards MRU.

Les taxes sur le commerce international sont restées presque constantes durant l'exercice autour d'une valeur relativement faible par rapport aux autres taxes, avec une moyenne de 0,73 Milliards MRU par mois.

#### 1.2. Recettes non fiscales

Les recettes non-fiscales ont atteint en 2023 un montant de 26,39Milliards MRU, soit un taux de réalisation de 95,38% des prévisions de l'année, et une diminution de 12,06% par rapport à 2022. En effet cette diminution est due principalement à la baisse des recettes dividendes et redevances des entreprises publiques et particulièrement celles de la SNIM qui ont atteint 6,12 Milliards MRU en 2023, contre 11,15 Milliards en 2022.

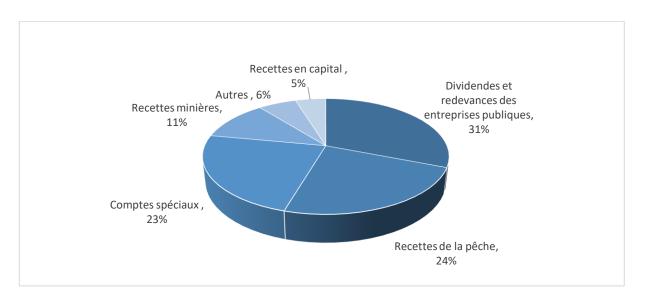
Les recettes de la pêche (6,19 Milliards MRU) n'ont pas atteint le niveau attendu, avec un taux de réalisation de 83,67% des prévisions de la LFR, ont connu également une baisse de 7,74%

par rapport à l'année précédente. La compensation de l'Union Européenne dans le cadre de l'accord de pêche avec la Mauritanie, représente42,61% de ces recettes pour 2023 et a atteint 2,64 Milliards MRU en 2023 contre 2,46 Milliards versés en 2022.

En termes de performance, le troisième poste de recettes non fiscales est occupé par les comptes spéciaux du Trésor, qui ont connu un taux de réalisation de 92,94% par rapport aux prévisions de la LFR pour l'année 2023 (6,14 sur 6,60 Milliards MRU).



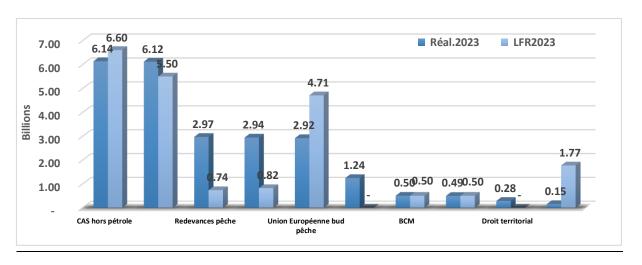
Graphique 5 : Réalisations des recettes non fiscales



Graphique 6 : Taux de réalisations des recettes non-fiscales

Les données ci-dessus montrent que les deux principaux postes de recettes non fiscales (en valeur) sont les Dividendes et redevances des entreprises publiques ainsi que les Recettes de la pêche, avec des apports respectifs de 30,73% et 23,44% du total de la rubrique.

- Les dividendes des entreprises publiques ont atteint 8,11 Milliards MRU représentant 112,94% des prévisions de l'année 2023 (7,18 Milliards MRU). Cette rubrique a été rehaussée principalement par le versement des dividendes de la SNIM, ayant atteint 6,12Milliards en 2023.
- Les recettes de la pêche ont atteint 6,19 Milliards MRU tirés par les deux rubriques (Union Européenne et Redevance), avec 83,67% des prévisions annuelles de la loi rectificative des finances qui les avait prévues à 7,39 Milliards MRU. Ceci représente une baisse de 0,51 Milliards MRU par rapport aux réalisations de l'année précédente.
- Les recettes des comptes spéciaux se sont situées à 6,14 Milliards MRU en 2023,
   contre 6,6Milliards prévu par la LFR, soit un taux de réalisation de 92,94%.
- Les recettes minières ont enregistré une hausse par rapport à l'année précédente atteignant un montant de 2,96 Milliards MRU contre 1,95 Milliards MRU en 2022, soit une augmentation de 51,79%.



Graphique 7 : Performances détaillées des recettes non fiscales et dons

Globalement les apports importants des recettes non fiscales proviennent :

- Des comptes d'affectation spéciale (CAS) hors pétrole qui ont enregistré un montant de 6,14 Milliards MRU représentant la totalité de cette rubrique;
- Des dividendes de la SNIM qui se situent à 6,12 Milliards MRU ;
- Des redevances de la pêche (en provenance des Taxes sur les Bateaux affrétés par les nationaux et les licences pour les étrangers) atteignant 2,97Milliards MRU;
- Des recettes d'exploitation minières qui s'élèvent à 2,94 Milliards MRU.

# 1.3. Recettes des hydrocarbures

Les recettes des hydrocarbures qui s'élèvent à 2,36 Milliards MRU pour l'année 2023 ont dépassé largement les prévisions annuelles (1,48Milliards MRU) de près de 0,88 Milliards MRU représentant une réalisation de 159,62%. Cette augmentation est due à l'encaissement de 1,11Milliards MRU de recettes en provenance du projet GTA (Grand Tortue Ahmeyim), et d'autres recettes des hydrocarbures non fiscales à hauteur de 1,04Milliards MRU.

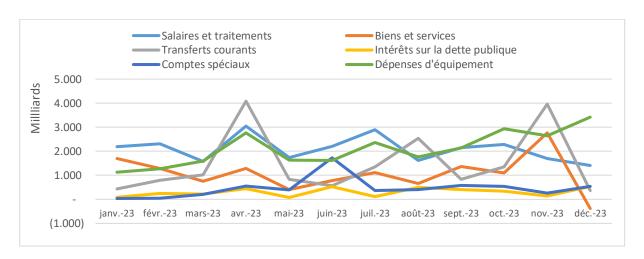
Globalement, les recettes des hydrocarbures ont connu une hausse de 0,12 Milliards MRU par rapport à l'année 2022.

Recettes des hydrocarbures	Montant (en Milliards MRU) de Réalisations en 2023
Recettes des hydrocarbures	2,36
Recettes des hydrocarbures (net)	0,15
BIC	-
ITS	-
Autres	-
Recettes non fiscales	2,21
Bonus/Redevances	0,06
Revenu du capital	-
GTA	1,11
Autres	1,04

Tableau 2: Recettes des hydrocarbures

# 1. DÉPENSES

L'exécution des dépenses au cours de l'année 2023 s'est élevée à 96,72 Milliards MRU (total des dépenses et prêts nets, base paiement), soit un taux de 90% des prévisions de la LFR. Globalement, les dépenses du budget de l'Etat ont diminué de 4% par rapport aux dépenses de l'année précédente qui s'étaient élevées à 100,79 Milliards MRU (soit un écart de 4,08 Milliards MRU). Cette diminution s'explique par le retour à la trajectoire normale après la hausse exceptionnelle des prix en 2022 et la politique de l'Etat de rationalisation des dépenses publiques visant à assurer un train de vie de l'administration compatible avec la capacité de mobilisation des ressources. Cette diminution est également en harmonie avec la tendance à la baisse des prix au niveau international dans cette période poste covid 19.



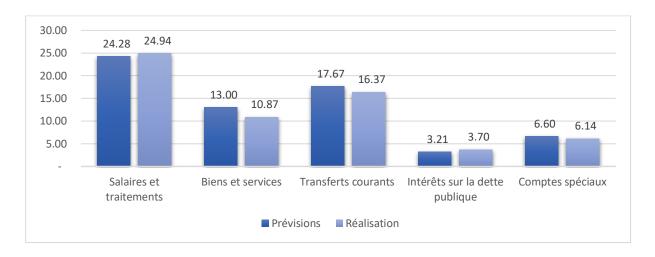
Graphique 8: Évolution des dépenses

Les principales catégories de dépenses ont montré des variations du rythme d'exécution au cours de l'année :

- Les salaires et traitements ont peu varié durant l'année 2023 ;
- Les dépenses de biens et services, dont l'exécution a commencé tôt cette année, ont enregistré un pic au mois du novembre (2,76 Milliards MRU);
- Les transferts courants ont montré des variations durant l'année 2023 reflétant principalement la saisonnalité de ces transferts ce qui s'explique par l'utilisation partielle de ces crédits pour payer les bourses des étudiants. Ils ont tout de même montré une augmentation durant les mois d'avril, d'août et de novembre par rapport aux autres mois;
- Les comptes spéciaux ont peu varié durant l'année malgré un pic au mois de juin ;
- Les dépenses d'équipements et prêts net ont connu une fluctuation au cours de l'année enregistrant leur valeur maximum au mois du décembre.

# 2.1. Dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement se sont établies pour l'année 2023 à 63,75Milliards MRU pour une prévision de 66,24 Milliards MRU. Ces dépenses sont supérieures aux dépenses de fonctionnement de l'année précédente (60,25 Milliards MRU) de 3,5 Milliards MRU, soit une hausse de 5,8%.



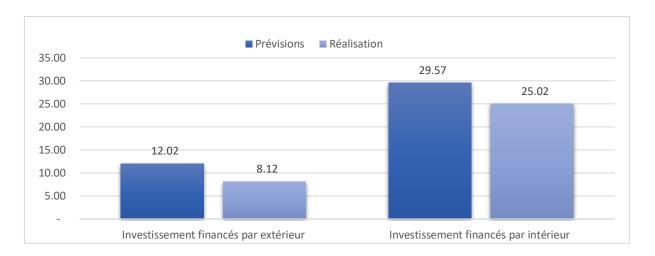
Graphique 9: Dépenses de fonctionnement

Le graphique ci-dessus fait ressortir les constats suivants :

- La masse salariale a dépassé légèrement les prévisions (exécution à 24,94 Milliards
   MRU, supérieur de 3% à la prévision annuelle);
- Les dépenses de biens et services sont exécutées à hauteur 10,87 Milliards MRU contre un objectif fixé à 13 Milliards MRU, soit un taux d'exécution de 84%;
- Les transferts courants se sont situés à 16,37 Milliards MRU contre une prévision de 17,67 Milliards MRU (LFR);
- Les intérêts de la dette publique ont atteint 3,70 Milliard MRU de réalisation pour une prévision annuelle de 3,21 Milliards MRU soit un taux d'exécution de 115,29%.Ce dépassement des intérêts de la dette publique est expliqué par dépréciation de l'Ouguiya par rapport à l'euro et au dollar américain.
- Enfin, les comptes spéciaux ont atteint 6,14 Milliards MRU soit un taux d'exécution de 92,94% des prévisions budgétaires annuelles.

# 2.2. Dépenses d'investissement

Au cours de l'année 2023, les dépenses d'investissement ont atteint 33,14 Milliards MRU, pour un objectif annuel de 41,59 Milliards MRU, soit un taux d'exécution de 80%. Ces dépenses regroupent 25,02 Milliards MRU correspondant aux investissements sur financement intérieur et 8,12 Milliards MRU en investissements sur financement extérieur.



Graphique 10: Dépenses d'investissement

# 2.2.1 Dépenses d'investissement sur financement intérieur

Durant ces dernières années, l'Etat a consenti des efforts soutenus pour maintenir un niveau élevé des dépenses d'investissements, et en particulier cette année, en raison des objectifs visés par la politique générale du Gouvernement visant, entre autres, à redynamiser l'économie nationale et doter le pays d'infrastructures vitales nécessaires pour son développement.

Au vu de ce qui précède et compte tenu du poids des dépenses d'investissement dans la structure de la croissance, cette partie du rapport restitue pour l'année 2023, les dépenses d'investissement exécutées et ce à travers une analyse sectorielle conformément à la classification des fonctions des administrations publiques (CFAP, ou COFOG en anglais) qui suppose une ventilation détaillée des dépenses par fonctions, ou objectifs socioéconomiques poursuivis par les administrations publiques.

Cette ventilation s'inscrit dans un ensemble de quatre classifications référencées sous le terme de nomenclature des dépenses par fonction décrites dans le Manuel des Statistiques des Finances Publiques de 2001 au niveau des chapitres 6.96 à 6.104. Ces classifications ont

été élaborées par l'OCDE pour offrir un cadre normatif de comparaison des budgets des États. Il convient ici de mentionner que l'objectif poursuivi par ce rapport est de rendre compte sur l'utilisation des moyens financiers de l'État, et non de faire un compte rendu des projets d'investissement exécutés au niveau des départements sectoriels.

Au cours de l'année 2023, les dépenses d'investissement sur financement intérieur se sont élevées à 26,09 Milliards MRU, base engagement.

Ces dépenses sont réparties selon la ventilation CFAP conformément au tableau suivant :

Libellé	Montant
Affaires économiques	8 844 965 658,48
Action et protection sociale	4 231 504 142,19
Services publics généraux	3 993 789 073,05
Protection de l'environnement	2 589 069 513,76
Défense	2 122 163 885,00
Enseignement	1 822 228 588,35
Affaires islamiques, culture et loisirs	856 888 208,43
Aménagements collectifs et logements	794 902 956,92
Ordre et sécurité publique	694 689 719,87
Santé	142 208 821,98
Non classé	2 988 160,00
Total général	26 095 398 728,01

Tableau 3: Ventilation des dépenses d'investissement par fonction principale

Les différentes fonctions sont abordées dans les parties qui suivent en vue de mettre l'accent sur les principaux postes des dépenses d'investissement.

# 2.2.1.1 Affaires Économiques

Cette fonction principale inclue toutes les dépenses structurantes visant le développement des secteurs les plus importants pour l'économie du pays, et a représenté 33,89% des dépenses d'investissements. L'exécution de ces dépenses a atteint 8,84 Milliards MRU au cours de l'année 2023.

Libellé	Montant
Transport	3 944 941 025,25
Développement rural	3 625 295 636,61
Industries extractives, industries de transformation, et bâtiments et	
travaux publics	488 964 904,71

Combustibles et énergie	
	450 055 247,28
Affaires concernant la recherche et le développement économique	219 108 070,46
Autres activités commerciales, industrielles et artisanat	
	86 065 243,17
Affaires économiques générales, affaires concernant le commerce et	
la main d'œuvre	29 735 572,00
Communications	
	799 959,00
Total général	
	8 844 965 658,48

Tableau 4: Dépenses d'investissement des affaires économiques

La sous-fonction « Transport », relative au transport par voie aérienne (travaux des réhabilitations de certains aéroports à l'intérieur) et transport routier (travaux d'entretien et réhabilitationdu réseau routier national) et les voies urbaines à Nouakchott et à l'intérieur, dont les dépenses se sont élevées à 3,94 Milliards MRU constitue la première principale rubrique d'investissement au niveau de cette fonction avec un taux de 44,60%.

L'exécution des dépenses de la sous-fonction « développement rural » est à l'ordre de 3,62 Milliards MRU, ce qui représente taux de 40,99% de cette fonction. Elles se sont inscrites dans le cadre de l'assurance d'un accroissement soutenu de la production alimentaire ainsi que la sécurité alimentaire sur l'étendue du territoire national. Cette sous-fonction est essentiellement relative à l'agriculture qui représente 83,25% de la sous-fonction et précisément les intrants agricoles.

Libellé	Montant
Agriculture	3 017 933 282,11
Affaires générales concernant le développement rural	367 662 810,06
Pêche	239 699 544,44
Total général	3 625 295 636,61

Tableau 5: Dépenses d'investissement du développement rural

La sous-fonction « Industries extractives, industries de transformation, et bâtiments et travaux publics », dont les dépenses se sont élevées à 0,48 Milliards MRU constitue la troisième rubrique en termes d'exécution, au niveau des dépenses d'investissement de la fonction affaires économiques.

Enfin, et en quatrième position se trouve les dépenses de la sous-fonction « combustibles et énergie » sont de l'ordre de 0,45 Milliards MRU. Elles se sont inscrites dans le cadre du soutien de l'énergie renouvelable.

#### 2.2.1.2 Action et protection sociale

Les dépenses de la protection sociale se sont situées à hauteur de 4,23 Milliards MRU, représentent 16,22% des dépenses totales d'investissements. Cette fonction comporte des appuis ponctuels aux populations les plus vulnérables.

Libellé	Montant
Affaires générales concernant l'action sociale	4 145 846 247,60
Action et protection sociale N.C.A.	85 657 894,59
Total général	4 231 504 142,19

Tableau 6: Dépenses d'investissement de l'Action et protection sociale

Les dépenses « des affaires générales concernant l'action sociale » comportent les dépenses de la protection sociale pour la lutte contre la pauvreté, de la sécurité alimentaire et des microfinances pour appuis les coopératives féminins.

Libellé	Montant
Action liée à la lutte contre la pauvreté non définie ailleurs	3 967 211 205,90
Sécurité alimentaire	173 060 541,70
Microfinance	5 574 500,00
Total général	4 145 846 247,60

Tableau 7: Dépenses d'investissement des Affaires générales concernant l'action sociale

Les dépenses de la protection sociale ont servi à appuyer les programmes de lutte contre la pauvreté et les séquelles d'esclavage réalisés par TAAZOUR, et ceux de la petite enfance, de la promotion féminine et de la famille.

# 2.2.1.3 Services publics généraux

Les dépenses de cette fonction regroupent les dépenses effectuées au niveau des organes centraux et déconcentrées de l'État et se sont chiffrées à l'année 2023 à 15,30% des dépenses d'investissement totales.

Libellé	Montant
Organes législatifs et exécutifs et affaires étrangères	3 130 868 482,03
Services généraux de l'administration	448 281 283,00
Services des affaires financières et budgétaires	304 586 962,01
Services publics généraux non classés ailleurs	70 169 580,00
Recherche fondamentale	39 882 766,00
Total général	3 993 789 073,05

Tableau 8: Dépenses d'investissement des Services publics généraux

Les dépenses relatives aux services publics généraux, se sont situées à 3,93 Milliards MRU. Cette augmentation s'explique par la construction de plusieurs bâtiments scolaires, administratifs et sanitaires.

La rubrique des dépenses « des organes législatifs et exécutifs et des affaires étrangères », il s'agit pour l'essentiel des infrastructures (construction et réhabilitation) des bâtiments administratifs de tous les départements ministériels (l'enseignement supérieur, l'éducation fondamentale et secondaire, la santé ...etc.) et des constructions des chancelleries et ambassades.

Pour ce qui est la rubrique « Services généraux de l'administration » correspond essentiellement aux subventions du Fonds Régional de Développement (FRD) allouées aux communes et au Projet d'appui au développement économique concentré local aux initiatives communales (DECLIC).

La rubrique « des services des affaires financières et budgétaires »les dépenses correspondent essentiellement au recensement général de la population et de l'habitat, à l'appui à la décentralisation et à la coordination des projets d'éducation nationale.

Quant à la rubrique « Services publics généraux non classés ailleurs », elle correspond exclusivement à l'appui à l'ANRPTS (Agence National du Registre des Populations et des Titres Sécurisées).

#### 2.2.1.4 Protection de l'environnement

Globalement les dépenses d'investissement relatives à la protection de l'environnement représentent 9,92% des dépenses totales d'investissements soit 2,58 Milliards MRU.

Libellé	Montant
Gestion des eaux usées	1 418 893 336,26
Protection de la biodiversité et de l'environnement	1 079 620 381,78
Recherche et développement concernant la protection de	90 555 795,72
l'environnement	
Total général	2 589 069 513,76

Tableau 9: Dépenses d'investissement de la protection de l'environnement

Elles se répartissent essentiellement entre :

- La gestion des eaux usées (dont une partie importante est relative au plan de riposte aux inondations de l'hivernage 2023 et le projet de renforcement du système d'alimentation en eau potable de la ville de Nouadhibou);
- Et la protection de la biodiversité et de l'environnement (essentiellement pour développement et renforcement des infrastructures électriques urbains et rurales et l'extension des réseaux de moyen de tension).

# 2.2.1.5 <u>Enseignement</u>

L'investissement pour le secteur de l'éducation a atteint 1,82 Milliards MRU, ce qui représente 6,98% des dépenses d'investissements. Ce montant n'inclut pas les dépenses effectuées sur le compte d'affectation spéciale du PNDSE.

Libellé	Montant
Enseignement du troisième degré	1 619 643 128,79
Enseignement N.C.A.	190 128 143,52
Enseignement non défini par le niveau	9 298 863,80
Enseignement secondaire	3 158 452,24
Total général	1 822 228 588,35

Tableau 10 : Ventilation des dépenses d'investissement de l'Enseignement

# 2.2.1.6 Affaires islamiques, culture et loisirs

L'investissement au niveau des Affaires islamiques, culture et loisirs représentent 3,28% des dépenses d'investissement réparties conformément au tableau ci-après.

Libellé	Montant
Services concernant la culture	563 985 863,02
Service concernant la radiodiffusion, la télévision et l'édition	240 860 183,00
Services concernant les affaires islamiques	52 042 162,41
Total général	856 888 208,43

Tableau 11 : Ventilation des dépenses d'investissement des Affaires islamiques, culture et loisirs

Au titre de l'année 2023 l'exécution des dépenses de la fonction « Affaires islamiques, culture et loisirs » est de l'ordre de 0,86 Milliards MRU.

# 2.2.1.7 <u>Aménagements collectifs et logements</u>

Les dépenses de Logement et équipements collectifs ont atteint 0,79 Milliards MRU, soit 3,05% des dépenses d'investissement totales. Elles concernent l'approvisionnement en eau potable.

Libellé	Montant
Approvisionnement en eau	699 736 099,92
Développement collectif	85 166 857,00
Aménagements collectifs et logement n.c.a.	10 000 000,00
Total général	794 902 956,92

Tableau 12: Dépenses d'investissement des aménagements collectifs et logements

# 2.2.1.8 Ordre et sécurité publique

Les dépenses de cette fonction regroupent les dépenses effectuées au niveau des organes de l'ordre et de la sécurité publics et se sont chiffrées à l'année 2023 à 2,66% des dépenses d'investissement totales.

Libellé	Montant
Services de la justice	295 362 804,44
Ordre et sécurité N.C.A.	240 051 962,00
Services de protection contre l'incendie	123 092 574,00
Prisons	26 557 243,43
Services généraux de sécurité publique	9 625 136,00
Total général	694 689 719,87

Tableau 13: Dépenses d'investissement de l'Ordre et sécurité publique

Les dépenses relatives à l'Ordre et sécurité publique, se sont situées à 0,69 Milliards MRU.

La rubrique « Services généraux de l'administration » correspond essentiellement aux dépenses des services de la justice, de la sécurité et des services de protection contre l'incendie (Délégation Générale à la Sécurité Civile et à la Gestion des Crises).

Les principales rubriques de l'ordre et sécurité publique sont : l'appui à la DGSN, l'acquisition du matériel sécurité civile, la mise à niveau et extension du réseau internet et des licences Microsoft au profit des services généraux de la justice, l'acquisition, l'accélération de la digitalisation de l'administration et la modernisation et réparation du Réseau Administratif de Communication (RAC).

#### 2.2.1.9 Santé

Le secteur de la santé demeure l'un des secteurs prioritaires pour le pays. Il est au cœur de la politique générale du Gouvernement, visant à rapprocher l'offre de soins des populations les plus vulnérables, à travers la disponibilité des équipements et médicaments essentiels ainsi que de ressources humaines qualifiées.

Une grande partie des dépenses liées à la santé sont cependant exécutées au niveau du budget de fonctionnement.

La ventilation des dépenses d'investissement de la santé pour l'année 2023 est reflétée par le tableau ci-dessous montrant que l'appui au service des Affaires générales concernant la santé représente 85,94% des dépenses de la santé.

Libellé	Montant
Affaires générales concernant la santé	122 208 821,98
Consultations externes	20 000 000,00
Total général	142 208 821,98

Tableau 14: Dépenses d'investissement de la santé

Il est utile de rappeler que les montants cités ne reflètent pas nécessairement le coût global des projets et représentent le plus souvent des paiements partiels dont les montants correspondent à des travaux réalisés durant la période objet du présent rapport ou antérieurement.

# 2.2.2 Dépenses d'investissements sur financement extérieur

La Mauritanie a mis en place plusieurs réformes pour améliorer son attractivité, dont le Conseil Supérieur pour l'Amélioration du Climat des Affaires, la Chambre Internationale de Médiation, ainsi que la mise en place du Guichet unique rattaché à l'Agence de Promotion des Investissements en Mauritanie « APIM ». Cette dernière est un établissement public à caractère administratif chargé de la politique nationale dans le domaine de la promotion des investissements, avec comme objectif principal la mise en place des mécanismes permettant d'accroître les capacités productives du pays, la création d'emplois et la génération de revenus pour le bien-être et la prospérité des citoyens.

Les différents facteurs susmentionnés ont bien sûr un impact favorable sur l'attractivité de la Mauritanie auprès des investisseurs étrangers, et sur la mobilisation de fonds auprès des partenaires au développement.

Le financement extérieur se présente sous plusieurs formes : les dons et les prêts dans le but de contribuer au développement. Ce financement extérieur constitue une partie importante du budget consolidé d'investissement (24,5%), qui couvre l'ensemble des programmes et projets d'investissements programmés par le Gouvernement.

Au cours de l'année 2023, les dépenses d'investissements exécutées sur financement extérieur ont atteint 11,4 Milliards MRU [67,96 % des sources de financement étant des dons (soit 5,52 Milliards MRU) et 32,03 % au titre des prêts (soit 2,60 Milliards MRU)]. Ce montant comprend les dépenses d'investissements sur financements extérieurs pour l'administration centrale (8,12 milliards MRU) ainsi que pour les entreprises publiques (3,33 milliards MRU).

Ces dépenses seront passées en revue par secteur d'activités dans les parties qui suivent.1

#### 2.2.2.1 <u>Aménagement du territoire</u>

Les dépenses liées à l'aménagement du territoire se chiffrent à 3,11 Milliards MRU, représentant ainsi 27,84% du financement extérieur dont 87,36% financées par des prêts. Elles se répartissent comme suit :

Hydraulique urbaine (54% de l'enveloppe globale, dont 78,6% financées par des

<sup>1</sup>La répartition par secteur des dépenses d'investissement sur financement extérieur ne fait pas la distinction entre les dépenses exécutées sur le budget de l'État, les budgets des entreprises publiques et les budgets annexes. Celle-ci est donc présentée afin d'offrir un aperçu sur les parts respectifs des secteurs d'activités dans les investissements publics de façon consolidée.

#### prêts);

Infrastructures routières (42,48% financées intégralement par des prêts);

Libellé	Montant
Habitat/Urbanisme/Transport	30 000 000
Hydraulique urbaine & Assainissement	1 680 860 000
Infrastructures routières	1 324 190 000
Infrastructures portuaires	53 370 000
Télécommunications	28 330 000
Total général	3 116 750 000

Tableau 15: Dépenses d'investissement de l'aménagement du Territoire

#### 2.2.2.2 Développement industriel

Le Développement Industriel couvre les investissements relatifs à la pêche et à l'énergie avec un montant total de 2,60 Milliards MRU en 2023 qui représente 23% du financement extérieur, dont 70% financé par des prêts. Les dépenses de l'énergie ont représenté 81% des dépenses du secteur contre 18% pour la pêche.

Libellé	Montant
Pêche	478 440 000
Energie	2 127 660 000
Total général	2 606 100 000

Tableau 16: Dépenses d'investissement du Développement Industriel

# 2.2.2.3 Ressources humaines

Les dépenses relatives aux ressources humaines ont atteint 2,07 Milliards MRU, qui représentent 18% du financement extérieur, financées à hauteur de 93% par des dons.

- L'Emploi a atteint 40% financées à 100% par des dons ;
- Les dépenses liées à la Santé et aux Affaires Sociales ont absorbé 32% des dépenses de ressources humaines, et ont été financé à hauteur de 100% par des dons;
- L'Education a atteint 21% de cette rubrique, dont 83% financé par des dons.

Libellé	Montant
Justice	19 650 000
Education	429 530 000

Santé et Affaires Sociales	685 380 000
Alphabétisation	63 140 000
Emploi	823 560 000
Total général	2 078 060 000

<u>Tableau 17: Dépenses d'investissement desRessources Humaines</u>

#### 2.2.2.4 Projets multisectoriels

Les dépenses d'investissement des projets multisectoriels ont atteint 1,84 Milliards MRU, dont 98% fiancées par des dons.

Libellé	Montant
Projets multisectoriels	1 847 770 000
Total général	1 847 770 000

Tableau 18: Dépenses d'investissement des Projets multisectoriels

#### 2.2.2.5 <u>Développement rural</u>

L'investissement dans le cadre des projets de développement rural durant l'année 2023 s'élève à 1,32Milliards MRU, représentant ainsi 11 % du financement extérieur dont 22% de dons octroyés par les différents bailleurs de fonds et 80% de prêt ayant des taux de concessionnalité assez élevés.

Ce secteur se compose des rubriques suivantes :

- Agriculture (64% dont 77% provient des prêts);
- Hydraulique villageoise-pastorale (19% dont 89% provient des prêts);
- Génie rural (9% dont l'intégralité provient des prêts);
- Environnement (5% dont l'intégralité provient des dons) ;
- Elevage (3% dont la quasi-totalité provient des prêts).

Libellé	Montant
Agriculture	849 640 000
Génie rural	116 440 000
Hydraulique villageoise-pastorale	248 130 000
Elevage	39 350 000
Environnement	66 450 000
Recherche/Formation/Vulgarisation	3 090 000
Total général	1 323 090 000

Tableau 19 : Dépenses d'investissement du Développement Rural

#### 2.2.2.6 Développement institutionnel

Le développement institutionnel représente 0,41 Milliards MRU, intégralement relatif à la rubrique Appui à l'administration, dont 83% financé par des prêts.

Libellé	Montant
Appui à l'Administration	415 570 000
Total général	415 570 000

Tableau 20 : Dépenses d'investissement du Développement Institutionnel

# 2.3. Classification fonctionnelle des dépenses

La classification fonctionnelle se fait conformément à un modèle normalisé qui permet d'analyser et comparer les dotations budgétaires allouées aux différents secteurs de l'économie du pays. La présente analyse fonctionnelle issue du modèle suivant couvre l'ensemble des dépenses sur financement intérieur.

Ce modèle ne tient compte que des dépenses effectivement ordonnancées hors dépenses sur financement extérieur. C'est là que réside l'explication de la différence entre le total des dépenses du modèle et celui du TOFE.

Libellé	Montant
Affaires économiques	20 198 957 561,72
Enseignement	17 774 016 820,96
Services publics généraux	14 282 667 647,02
Action et protection sociale	7 763 039 111,47
Non classé	6 214 048 780,36
Défense	5 220 857 708,81
Santé	4 820 336 726,33
Ordre er sécurité publique	4 167 663 188,84
Affaires islamiques, culture et loisirs	3 734 252 151,46
Protection de l'environnement	3 370 293 350,83
Aménagements collectifs et logements	2 501 037 731,99
Total général	90 047 170 779,79

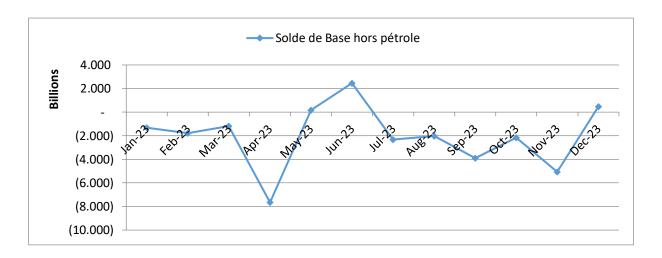
Tableau 21 : Répartition des dépenses par fonction principale

Le tableau ci-dessus présente l'exécution des dépenses suivant les fonctions principales de la nomenclature fonctionnelle. Elles se composent principalement des dépenses des affaires économiques pour 20,19 Milliards MRU (22,43%), de l'Enseignement pour un montant de 17,77 Milliards MRU (19,74%) et les services publics généraux pour14,28 Milliards MRU (15,86%).

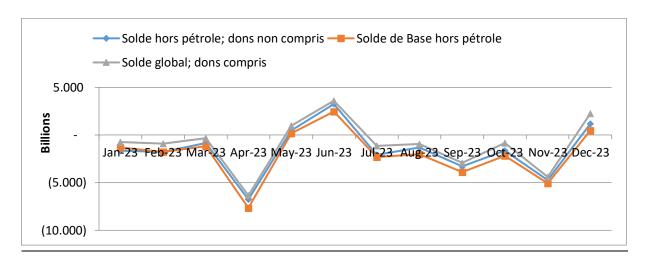
#### 3. SOLDES

L'exécution du budget, au titre de l'exercice budgétaire 2023, fait ressortir un solde budgétaire global déficitaire (total des recettes moins totales des dépenses) de 9,29 Milliards MRU, sur une prévision de -12,31 Milliards MRU.

Le solde de base hors pétrole (dons non compris) représente la différence entre les recettes totales (hors dons et hors recettes des hydrocarbures) et les dépenses totales (sans les intérêts sur la dette publique extérieure et les investissements financés par l'extérieur), et permet d'évaluer la situation financière de l'Etat, sans avoir recours aux ressources non pérennes, à savoir les dons et les recettes des hydrocarbures, et en excluant les dépenses non-discrétionnaires. Ce solde a enregistré pour l'année 2023 un déficit de 16,52 Milliards MRU, sur une prévision d'un déficit de 21,84 Milliards MRU.



Graphique 11 : Evolution mensuelle du solde de base hors pétrole en 2023



Graphique 12: Évolution mensuelle des soldes

# 4. FINANCEMENT

En 2023, les financements ont dégagé un surplus financier d'un montant de 9,26 Milliards MRU, reflétant ainsi une diminution des disponibles du Trésor à la BCM. En effet, la variation du solde du CUT-BCM se justifie par le solde global réalisé durant l'année plus les variations des autres postes du financement intérieur augmenté du financement extérieur net.

En effet, le disponible du Trésor à la BCM est passé de 26,21 Milliards MRU à 12,46 Milliards MRU du 1er janvier au 31 décembre 2023.

# 30.000 25.000 20.000 15.000 10.000 5.000 Jan-23 Feb-23 Mar-23 Apr-23 May-23 Jun-23 Jul-23 Aug-23 Sep-23 Oct-23 Nov-23 Dec-23

# Evolution du solde CUT-BCM en 2023

Graphique 13: Evolution du solde CUT-BCM en 2023

# 4.1. Financement intérieur

Globalement les financements intérieurs au cours de l'année 2023 se sont soldés par un surplus de financement à hauteur de 16,43 Milliards MRU.

Durant l'année 2023, les financements intérieurs se sont comportés comme suit :

Les financements par Bons du Trésor (BT) ont enregistré un surplus d'un montant de 2,91 Milliards MRU, faisant augmenter l'encours des BT de 5,71 Milliards MRU, au 31 décembre 2022, à 8,78 Milliards MRU, au 31 décembre 2023. L'encours des Bons du Trésor Conventionnels est passé de 0,33 à 2,98 Milliards MRU, entre le début et la fin

de l'année 2023. Toutefois, l'encours des Bons Islamiques du Trésor (BIT), a connu une légère diminution passant de 2,03 Milliards MRU, en début d'année, à 1,95 Milliards MRU, au 31 décembre 2023.

- Les obligations cautionnées ont affiché un besoin de financement de 0,30 Milliards MRU traduisant ainsi une hausse de leur encours. C'est ainsi que l'encours des obligations cautionnées est passé de 2,9 Milliards MRU, en début d'année, à 3,20 Milliards MRU au 31 décembre 2023.
- Les autres financements intérieurs ont affiché un besoin de financement de 2,27
   Milliards MRU imputable principalement aux variations sur les comptes des dépôts.

# 4.2. Financement extérieur

Les financements extérieurs pour l'année 2023 ont enregistré un besoin de financement se situant à hauteur de 6,74 Milliards MRU détaillé ci-dessous :

- Le FNRH, au titre l'année 2023, a connu une amélioration de solde grâce aux recettes des hydrocarbures réalisées, et au non-recours aux financements à travers des retraits sur le compte, Il a ainsi enregistré un besoin de financement d'un montant de 0,8 Milliards MRU.
- Les emprunts extérieurs nets ont enregistré un besoin de financement de 5,94 Milliards MRU. En effet, les emprunts nouveaux, en 2023, contractés auprès des créanciers internationaux, ont atteint 3,84 Milliards MRU, tandis que les remboursements des amortissements de la dette extérieure ont enregistré 9,78 Milliards MRU.

#### CONCLUSION

L'exécution du budget de l'État pour l'année 2023 a été marquée par un **déficit budgétaire de 9,29 Milliards MRU**. Elle fait apparaître une bonne mobilisation des recettes, atteignant 92% des prévisions de la LFR, pour un montant total de 87,43 Milliards MRU. Les recettes fiscales ont été mobilisées à hauteur de 51,87 Milliards MRU (90%), tandis que les recettes non fiscales se sont situées à 26,39 Milliards MRU (95%).

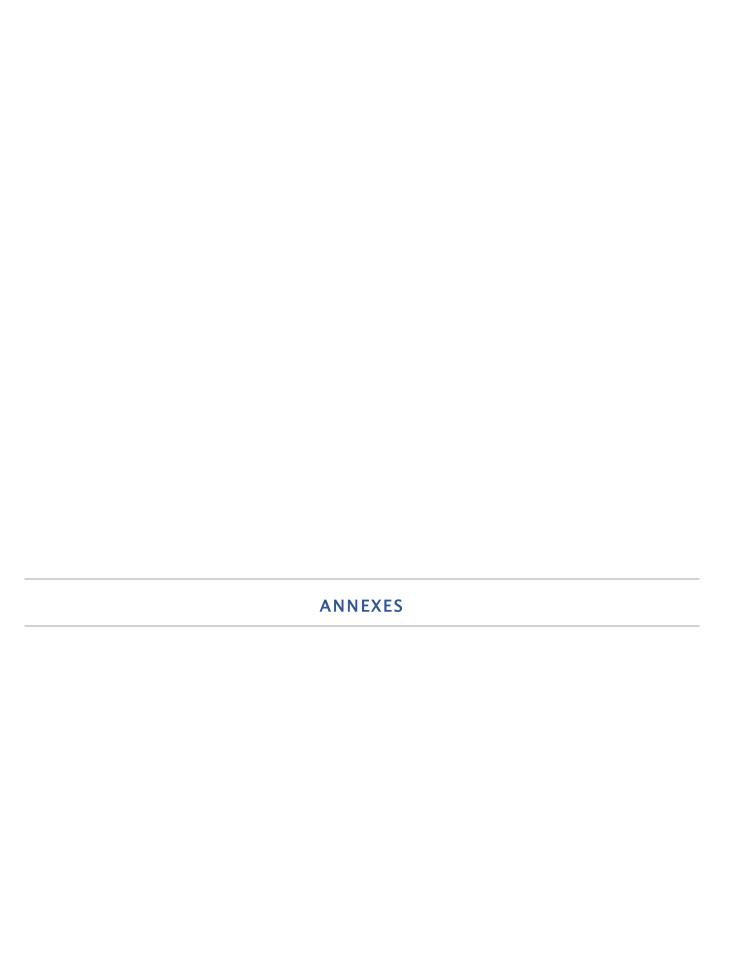
Les dépenses de l'Etat ont été exécutées à hauteur de 90%, soit un montant de 96,72 Milliards MRU reflétant les efforts de performance et d'accélération du rythme de l'exécution budgétaire pour mieux atteindre les objectifs visés par le budget.

L'exécution des dépenses courantes en 2023 a atteint 63,75 Milliards MRU par rapport à une prévision de 66,24 Milliards MRU soit un taux d'exécution de 96%. Les dépenses d'investissement ont atteint 33,14 Milliards MRU, dont 8,12 Milliards MRU (Etat Central) sur financement extérieur.

Au niveau du financement, le solde du compte unique du Trésor à la BCM a enregistré une baisse de 13,75 Milliards MRU, reflétant son utilisation pour le financement des besoins financiers de l'Etat résultants principalement du déficit budgétaire et des amortissements de la dette. Les financements extérieurs se sont soldés par un besoin de financement à hauteur de 6,74 Milliards MRU, dus essentiellement aux emprunts extérieurs.

Au niveau de la classification fonctionnelle des dépenses, les affaires économiques, l'Enseignement et les Services Publics Généraux ont été respectivement en première, deuxième et troisième position par rapport aux six autres rubriques de la classification à 20,19 Milliards MRU; 17,77 Milliards MRU et 14,28 Milliards MRU.

Ainsi, au vu de l'exécution du budget de l'année 2023, le solde primaire hors secteurs extractifs a montré un déficit de 19,813 Milliards MRU.



## ANNEXE1: TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT POUR L'ANNEE 2023

	Réal.2022	Jan	Fév.	Mar	Avr	Mai	Juin	Jui	Août	Septembr	Octobre	Novembr	Décembre	Réal.2023	LFR2023	Tx
Recettes totales et dons	İ	ĺ								e		e	İ	ĺ		Ex.
(y compris recettes pétrolières)	87,320	5,062	5,215	5,187	6,068	6,212	11,269	7,317	5,236	5,285	7,818	7,277	8,303	87,43	95,51	2%
Revenus non pétroliers																
et dons	85,080	4,871	5,041	4,981	5,907	5,989	11,206	7,191	5,105	5,162	7,432	7,169	8,123	85,07	94,03	0%
Revenus non pétroliers hors dons	78,730	4,163	4,356	4,702	5,662	5,689	10,925	6,351	4,888	4,909	7,011	6,927	7,229	78,11	85,08	2%
Recettes fiscales	48,640	3,879	3,259	4,335	4,409	4,036	4,018	4,415	3,312	4,135	4,199	3,779	6,123	51,87	57,41	0%
Impôts sur les bénéfices et revenus net	16,920	1,555	0,836	2,046	0,951	1,211	1,819	1,691	0,989	1,636	1,201	1,104	1,311	16,78	18,69	0%
BIC et BNC	_5,5_5	_,,,,,	2,000	2,0.0	3,002	_,	_,-,	2,002	2,000	_,000	3,202	=,=•	=,===	_0,.0	_0,00	0,3
	5,500	0,055	0,104	1,143	0,147	0,098	0,950	0,171	0,117	0,800	0,115	0,186	0,111	4,15	6,24	7%
dont : recettes																
extractives		-	-	0,017	-	-	0,013	-	-	0,014	-	-	-	0,04	0,43	0%
Impôt minimum	2.410	0.261	0.202	0.202	0.220	0.242	0.350	0.201	0.200	0.202	0.247	0.220	0.466	2.70	2.44	000/
forfaitaire douanes ITS	3,410	0,261	0,283	0,283	0,230	0,312	0,250	0,301	0,290	0,303	0,317	0,329	0,466	3,70	3,41	08%
115	5,650	1,073	0,425	0,406	0,476	0,756	0,559	0,467	0,526	0,476	0,544	0,516	0,580	6,99	7,32	6%
Etat	0,330															
Autres	5,320															
IRCM																
	1,820	0,125	0,009	0,005	0,059	0,006	0,004	0,714	0,026	0,022	0,177	0,012	0,092	1,25	1,12	12%
dont : recettes																
extractives		0,043	-	-	0,041	0,000	-	0,590	0,000	-	0,048	0,000	-	0,72		
IGR	_	0,000	0,000	0,000	-	0,000	0,000	0,000	-	-	-	_	0,000	0,00		
RSI																
	0,540	0,042	0,015	0,210	0,038	0,039	0,055	0,038	0,030	0,035	0,049	0,060	0,062	0,68	0,60	13%

dont : recettes																
extractives														-		
Taxes sur les biens et services	23,330	1,517	1,581	1,540	2,833	1,908	1,528	1,903	1,562	1,663	2,021	1,820	2,249	22,77	26,31	7%
TVA	23,330	1,317	1,361	1,340	2,633	1,508	1,320	1,903	1,302	1,003	2,021	1,820	2,243	22,11	20,31	7 /6
IVA	15,590	1,010	1,138	1,155	0,930	1,441	1,164	1,269	1,191	1,280	1,414	1,397	1,748	15,77	17,40	1%
TVA intérieure	4,250														6,10	%
TVA sur les	11,340														11,30	%
Taxe unique SNIM																
et TPS	3,760	0,143	0,079	0,068	1,626	0,073	0,061	0,327	0,077	0,086	0,307	0,082	0,116	3,05	4,07	5%
dont : recettes																
extractives		0,035	-	-	1,497	-	-	0,251	-	-	0,210	-	0,024	2,02	2,18	3%
Taxe sur les produits pétroliers	1,980	0,138	0,159	0,152	0,150	0,186	0,167	0,165	0,160	0,168	0,161	0,159	0,203	1,98	2,22	9%
Droits de consommation (the, tabac, sucre,	1,740	0,117	0,158	0,134	0,108	0,192	0,125	0,132	0,124	0,124	0,135	0,179	0,180	1,71	1,87	1%
ciment)																
Autres taxes (assurances, véhicules, aéroport)	0,250	0,109	0,047	0,031	0,019	0,016	0,012	0,010	0,010	0,006	0,004	0,003	0,002	0,27	0,75	6%
Taxes sur le commerce international	8,650	0,665	0,670	0,692	0,562	0,849	0,608	0,723	0,682	0,729	0,812	0,758	1,026	8,81	10,05	8%
Importations	8,650	0,665	0,670	0,692	0,562	0,849	0,608	0,723	0,682	0,729	0,812	0,758	1,026	8,81	10,05	8%
Autres recettes fiscales	3.890	0.141	0,172	0,057	0,063	0.068	0.063	0.099	0,079	0,106	0,164	0,098	1,536	3,52	2,35	50%
Droits de timbres	0.505							,			•			-	,	0.777
	2,630	0,100	0,097	0,035	0,048	0,062	0,056	0,086	0,066	0,052	0,103	0,039	1,453	2,58	1,90	36%
Impôts sur la propriété	0,710	0,041	0,075	0,023	0,015	0,006	0,007	0,012	0,013	0,008	0,014	0,009	0,036	0,75	0,45	66%
Taxe Spéciale sur les	s Services de															
Télécommunications (TSST)		-	-	-	-	-	-	-	-	0,047	0,046	0,051	0,047	0,19		
Recettes non fiscales	30,010	0,285	1,104	0,367	1,263	1,686	6,920	1,951	1,593	0,797	2,822	3,164	1,106	26,39	27,67	5%
Recettes de la pêche	6,700	0,134	0,197	0,058	0,053	0,382	0,059	0,286	0,502	0,172	0,186	2,655	0,176	6,19	7,39	4%
Union Européenne	., .,	., .	, ,	.,	.,	.,	.,	.,	.,		, , ,	,	-, -			
bud.	2,800	0,028	0,002	-	-	0,033	-	0,022	0,011	0,058	0,024	2,567	0,105	2,92	4,71	2%

Compensation financière	2,460	0,015	-	-	-	0,026	-	0,022	0,008	0,012	0,004	2,496	0,021	2,64	2,75	6%
Armateurs																
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,96	%
Droit		0.040	0.000			0.007			0.000			0.074				
territorial	0,340	0,012	0,002	-	-	0,007	-	0,000	0,003	0,045	0,020	0,071	0,084	0,28		
Redevances	1,930	0,096	0,174	0,058	0,053	0,334	0,059	0,256	0,461	0,113	0,160	0,086	0,064	2,97	0,74	04%
Taxes (les																
Bateaux affrétés par les nationaux)	-	0,021	0,103	0,008	0,003	0,061	0,004	0,185	0,415	0,059	0,094	0,033	0,020	1,22	0,26	59%
Licences (les																
étrangers)	1,930	0,075	0,071	0,050	0,050	0,273	0,055	0,071	0,046	0,054	0,066	0,054	0,045	1,76	0,47	73%
Droit d'accès																
(pèche de fond-nationaux)	1,850	0,002	0,006	-	-	0,006	-	0,004	0,007	0,001	0,002	0,001	0,006	0,15	1,77	%
Amendes	0,120	0,008	0,014	_	_	0,009		0,003	0,023	0,000	0,000	0,000	0,000	0,14	0,17	3%
Recettes minières	0,120	0,000	0,014			0,003		0,003	0,023	0,000	0,000	0,000	0,000	0,14	0,17	370
recettes immeres	1,950	0,000	0,627	-	0,552	0,048	-	0,754	0,054	-	0,812	0,058	0,005	2,96	2,84	04%
Recettes cadastrales																
	-	0,000	0,003	-	0,001	-	-	0,000	-	-	-	-	0,000	0,02	0,80	%
Recettes d'exploitation																
	1,940	-	0,624	-	0,551	0,048	-	0,754	0,054	-	0,812	0,058	0,004	2,94	0,82	59%
Autres recettes																
minières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00	1,22	%
Dividendes et redevances	42 720		0.007		0.000	0.000	4 000	0.242	0.000		4 244	0.050	0.404	0.44	7.40	420/
des entreprises publiques	12,730	-	0,007	-	0,060	0,832	4,930	0,313	0,393	0,004	1,244	0,050	0,124	8,11	7,18	13%
SNIM	11,150			_			4,930	_		_	1,190	_	_	6,12	5,50	11%
ВСМ	11,150						4,550	_			1,130	_		0,12	3,30	11/0
Delivi	0,490	-	-	-	-	0,500	-	-	-	-	_	-	-	0,50	0,50	00%
Mauritel																
	0,570	-	-	-	-	0,187	-	0,187	-	-	-	-	-	0,37	0,19	00%
Panpa																
	0,520	-	-	-	0,060	0,115	-	0,100	0,119	-	0,050	0,050	-	0,49	0,50	9%
portndb																
	-	-	-	-	-	0,030	-	-	-	-	-	-	-	0,03	0,15	0%
Autres						(0.555)		0.000		0.00	0.00					
	-	-	0,007	-	-	(0,000)	0,000	0,026	0,274	0,004	0,004	-	0,124	0,44	0,34	28%
Dette rétrocédée et																

																_
recouvrements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,19	0,80	4%
SNIM																
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,09		
SOMELEC																
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
SOGEM																
	5,950	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Comptes spéciaux																
	-	0,035	0,041	0,203	0,554	0,396	1,726	0,367	0,407	0,582	0,536	0,261	0,540	6,14	6,60	3%
Secteur pétrole																
	5,950															
CAS hors pétrole																
	-	0,035	0,041	0,203	0,554	0,396	1,726	0,367	0,407	0,582	0,536	0,261	0,540	6,14	6,60	3%
dont Crédit																
d'Impôts (si pas ventilé)	0,050	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Recettes en capital																
	0,010	0,058	0,004	0,006	0,011	0,002	0,006	0,007	0,003	0,005	0,006	0,067	0,033	1,25	0,55	27%
Ventes de terrain																
	0,040	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,000	0,00	0,55	%
Hors ventes de																
terrain	2,630	0,058	0,004	0,006	0,011	0,002	0,006	0,007	0,003	0,005	0,006	0,067	0,033	1,24		
Autres																
		0,059	0,229	0,100	0,032	0,027	0,198	0,224	0,234	0,035	0,037	0,074	0,228	1,56	2,30	8%
Dons																
	6,350	0,708	0,686	0,279	0,245	0,300	0,281	0,840	0,217	0,253	0,421	0,241	0,895	6,95	8,96	8%
Dons projets																
	5,790	0,171	0,281	0,279	0,245	0,300	0,281	0,840	0,217	0,253	0,421	0,241	0,481	5,52	7,56	3%
Aide Budgétaire																
	0,560	0,538	0,404	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,414	1,43	1,40	02%
Recettes exceptionnelles																
	0,080															
Recettes pétrolières																
			0,174	0,206	0,162	0,223	0,063	0,126	0,131	0,124	0,386	0,108	0,179	2,36	1,48	60%
	2,240	0,191	0,174		I .											
Recettes fiscales	2,240	0,191	0,174													
Recettes fiscales	0,200	0,191	0,008	0,001	0,010	0,033	0,013	0,015	0,017	0,024	0,010	0,016	-	0,15	-	
Recettes fiscales BIC				0,001	0,010	0,033	0,013	0,015	0,017	0,024	0,010	0,016	-	0,15	-	
				0,001	0,010	0,033	0,013	0,015	0,017	0,024	0,010	0,016	-	0,15	-	
	0,200	0,002	0,008			ŕ					, 	,			-	

Autres																
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Recettes non fiscales	2,050	0,189	0,166	0,205	0,152	0,190	0,050	0,111	0,114	0,100	0,377	0,092	0,179	2,21	1,48	50%
Bonus/Redevances																
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,06		
Revenu du capital	-	0,029	-	-	0,000	-	-	-	-	-	-	-	-	0,25		
GTA	1,020	0,077	0,130	0,114	0,109	0,072	-	-	-	-	0,357	-	-	0,86		
Autres	1,030	0,083	0,036	0,091	0,043	0,118	0,050	0,111	0,114	0,100	0,020	0,092	0,179	1,04	1,48	0%
Dépenses et prêts nets	100,790	5,798	6,137	5,537	12,250	5,236	7,680	8,448	6,184	8,196	8,653	11,662	6,070	96,72	107,83	0%
Dépenses courantes	60,250	4,558	4,751	3,846	9,548	3,489	5,951	5,965	5,843	5,949	5,614	8,901	2,550	63,75	66,24	6%
Salaires et traitements	21,070	2,185	2,315	1,579	3,046	1,743	2,208	2,899	1,619	2,150	2,278	1,694	1,408	24,94	24,28	03%
Biens et services	12,150	1,695	1,281	0,748	1,278	0,406	0,776	1,106	0,660	1,366	1,100	2,765	(0,382)	10,87	13,00	4%
Transferts courants	20,570	0,434	0,785	1,019	4,083	0,831	0,567	1,355	2,540	0,837	1,348	3,967	0,367	16,37	17,67	3%
Intérêts sur la dette publique	2,980	0,087	0,243	0,334	0,284	0,076	0,524	0,115	0,502	0,412	0,343	0,145	0,536	3,70	3,21	15%
Dette intérieure	0,690	0,013	0,023	0,149	0,007	0,010	0,181	0,028	0,042	0,169	0,021	0,048	0,169	0,86	0,84	02%
Dette extérieure	2,290	0,075	0,221	0,185	0,278	0,066	0,343	0,087	0,460	0,243	0,322	0,097	0,367	2,84	2,37	20%
Comptes spéciaux	1,930	0,035	0,041	0,203	0,554	0,396	1,726	0,367	0,407	0,582	0,536	0,261	0,540	6,14	6,60	3%
Dépenses d'équipement	40,740	1,128	1,276	1,584	2,595	1,635	1,613	2,368	1,732	2,134	2,939	2,648	3,419	33,14	41,59	0%
Investissement financés par									-							
extérieur	9,950	0,308	0,448	0,408	0,523	0,513	0,543	0,944	0,404	0,452	0,605	0,420	1,043	8,12	12,02	8%
Investissement financés par intérieur	30,790	0,820	0,829	1,176	2,072	1,123	1,070	1,424	1,327	1,681	2,334	2,228	2,376	25,02	29,57	5%
Restructurations et prêts nets (déficit de la caisse de retraite)	(0,190)	0,112	0,109	0,106	0,107	0,112	0,116	0,114	(1,391)	0,113	0,100	0,114	0,102	(0,18)	-	
Réserves communes																

	1,300	0,003	0,048	0,063	0,082	0,014	0,040	0,103	0,115	0,600	0,008	0,038	0,054	1,18	1,47	0%
Autres dépenses																
	0,250	0,118	0,038	0,015	0,057	0,021	0,110	0,020	0,001	0,002	0,000	0,032	0,026	0,55		
Solde hors pétrole; dons																
non compris (déficit -)	(22,070)	(1,635)	(1,781)	(0,835)	(6,588)	0,453	3,245	(2,097)	(1,296)	(3,287)	(1,642)	(4,735)	1,159	(18,60)	(22,75)	2%
Solde hors pétrole; dons			4					4		4						
compris (déficit -)	(15,710)	(0,927)	(1,095)	(0,556)	(6,343)	0,752	3,526	(1,257)	(1,079)	(3,034)	(1,221)	(4,494)	2,054	(11,65)	(13,79)	4%
Solde de Base hors pétrole (déficit -)	(9,830)	(1,322)	(1,786)	(1,184)	(7,313)	0,162	2,459	(2,316)	(1,985)	(3,899)	(2,170)	(5,058)	0,475	(23,48)	(29,03)	1%
Solde global; dons non	(3,030)	(1,322)	(1,700)	(1,10+)	(7,515)	0,102	2,433	(2,310)	(1,505)	(3,033)	(2,170)	(3,030)	0,473	(23,40)	(23,03)	170
compris (déficit -)	(19,820)	(1,444)	(1,607)	(0,629)	(6,426)	0,676	3,308	(1,971)	(1,165)	(3,164)	(1,256)	(4,627)	1,338	(16,24)	(21,27)	6%
Solde primaire hors	( - / - /	( , ,	( /== /	(-,-	(-, -,	,	-,	( )- /	( ) == /	(-, - ,	( ) /	( ) /	, , , , ,	( - / /	, , ,	
secteurs extractifs		(0,917)	(1,479)	(0,353)	(7,986)	0,782	(0,892)	(2,736)	(0,632)	(2,637)	(3,138)	(4,407)	2,560	(19,813)	(21,533)	
Solde global; dons																
compris (déficit -)	(13,470)	(0,736)	(0,921)	(0,350)	(6,181)	0,975	3,589	(1,131)	(0,948)	(2,911)	(0,835)	(4,386)	2,233	(9,29)	(12,31)	5%
Financement																
	13,470	0,736	0,921	0,350	6,181	(0,975)	(3,589)	1,131	0,948	2,911	0,835	4,386	(2,233)	9,29	12,31	5%
Financement intérieur						()	(2)	()					()			
<u></u>	6,120	1,054	0,944	2,090	6,725	(0,283)	(2,411)	(0,747)	2,098	4,720	1,546	4,748	(1,370)	16,43	18,25	0%
Financement intérieur Ajusté	20,570	1,022	0,183	1,713	6,753	(0,686)	(1,682)	1,491	1,328	3,916	1,546	4,748	(1,370)	16,43	18,25	0%
Financement bancaire	20,370	1,022	0,103	1,713	0,733	(0,000)	(1,002)	1,431	1,320	3,310	1,540	7,770	(1,370)	10,43	10,23	070
	(5,870)	2,015	0,838	3,447	3,089	(0,023)	0,366	(1,272)	2,090	4,321	0,049	0,137	1,544	16,45	18,25	0%
ВСМ																
	(2,980)	1,635	1,011	2,996	2,642	(0,138)	(0,185)	(1,379)	1,869	3,837	0,342	0,077	1,201	13,75	15,25	0%
СИТ-ВСМ																
	14,050	1,603	0,250	2,619	2,671	(0,541)	0,543	0,859	1,099	3,032	0,342	0,077	1,201	13,75	15,25	0%
Moyens de paiement																
		(0,855)	0,376	(0,114)	(1,268)	(0,177)	(0,297)	(0,403)	0,347	0,076	0,592	(0,624)	0,596	(3,04)		
Valeurs à l'encaissement	2,680	0,110	0,189	(0,622)	0,652	(0,119)	(0,027)	(0,528)	(0,236)	(0,111)	0,142	0,055	0,135	0,56		
Comptes divisionnaires	_,-,	0,220	3,200	(5,522)	3,000	(5)==5)	(5,521)	(5,525)	(1)=1)	(-//	3,2	3,222	7,200	-,		
	(0,270)	(0,039)	0,159	0,409	0,056	0,068	(0,442)	0,216	0,349	0,204						
Allègements																
	0,150	0,005	0,027	(0,001)	(0,010)	0,017	(0,016)	(0,063)	0,011	0,017						
CAS																
	0,450	0,023	(0,199)	(0,157)	0,010	0,019	(0,186)	(0,685)	0,164	0,386						
Autres		(0.001)	(0.002)	(0.001)	(0.001)	(0,000)	(0.012)	0.011	(0.002)	(0.003)						
		(0,001)	(0,002)	(0,001)	(0,001)	(0,009)	(0,013)	0,011	(0,003)	(0,003)						

	1									1	1					
Créances sur l'Etat (pertes BCM+consolidation quotas FMI-FMA)	11,400	0,044	0,777	0,128	(0,084)	0,308	(0,071)	(1,716)	0,250	0,201						
Encaisses	11,400	0,044	0,777	0,128	(0,084)	0,308	(0,071)	(1,710)	0,230	0,201						
Liteuisses	(0,060)	(0,180)	(0,090)	(0,036)	(0,032)	0,020	(0,028)	0,085	(0,048)	(0,216)	(0,145)	0,008	(0,078)	(1,88)		
Banques commerciales																
	(2,890)	0,380	(0,173)	0,451	0,447	0,115	0,551	0,107	0,220	0,484	(0,293)	0,060	0,343	2,69	3,00	0%
BT bancaires	(0,630)	0,020	(0,100)	0,300	0,300	0,320	0,720	(0,580)	0,540	0,350	(0,125)	0,235	0,665	2,65	2,00	32%
BIT bancaires	0,160	0,200	0,100	0,200	(0,100)	(0,300)	(0,200)	0,700	(0,400)	-	0,150	-	-	0,35	1,00	5%
Obligations cautionnées	(0,650)	0,160	(0,173)	(0,049)	0,247	0,095	0,031	(0,013)	0,080	0,134	(0,318)	(0,175)	(0,322)	(0,30)		
Financement non-bancaire																
(BT- non-bancaire)	0,060	(0,080)	(0,210)	(0,190)	0,360	(0,118)	0,108	(0,505)	0,408	(0,245)	0,150	0,100	0,140	(0,08)		
Débiteurs intérieurs	(1,620)	0,211	(0,419)	0,134	0,522	(0,862)	(0,485)	0,399	0,007	0,272	0,091	0,026	(0,256)	(1,31)		
Variation des arriérés																
intérieurs	1,210	0,490	0,363	(0,065)	0,004	(0,219)	0,585	(0,061)	(0,023)	0,482	(0,309)	0,205	(2,555)	(1,29)		
Accumulation	1,210	0,490	0,363	(0,065)	0,004	(0,219)	0,585	(0,061)	(0,023)	0,482	(0,309)	0,205	(2,555)	(1,29)		
Variations des mouvements																
sur comptes de dépôts et comptes de	10,730	(0,471)	0,189	(0,472)	3,424	1,277	(2,713)	2,584	0,253	0,329	0,791	1,229	(0,988)	9,30		
liaison																
Autres financements intérieurs	_	(0,186)	(0,291)	0,007	(0,026)	(0,062)	0,080	(1,045)	(0,698)	(0,187)	0,185	3,613	0,092	(2,27)		
Financement extérieur		(0,100)	(0,231)	0,007	(0,020)	(0,002)	0,000	(1,043)	(0,050)	(0,107)	0,103	3,013	0,032	(2,27)		
	(7,090)	(0,293)	0,746	(1,348)	(0,563)	(0,242)	(1,911)	(0,345)	(0,348)	(0,981)	(0,701)	(0,347)	(0,863)	(6,91)	(6,00)	
Compte pétrolier net	(1.220)	(0.000)	(0.020)	(0.061)	(0.022)	(0.055)	(0.026)	(0.006)	(0.000)	(0.076)	(0.011)	(0.077)	(0.170)	(0.90)	(1.40)	40/
recettes pétrolières	(1,220)	(0,080)	(0,028)	(0,061)	(0,033)	(0,055)	(0,036)	(0,096)	(0,068)	(0,076)	(0,011)	(0,077)	(0,179)	(0,80)	(1,48)	4%
recettes petroneres	(1,220)	(0,080)	(0,028)	(0,061)	(0,033)	(0,055)	(0,036)	(0,096)	(0,068)	(0,076)	(0,011)	(0,077)	(0,179)	(0,80)	(1,48)	4%
Contribution du FNRH	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Débiteur extérieurs		(0,000)	-	(0,000)	-	-	-	-	-	-	(0,000)	(0,000)	-	-		
Autres net	(5,870)	(0,213)	0,774	(1,287)	(0,530)	(0,187)	(1,875)	(0,249)	(0,280)	(0,905)	(0,691)	(0,270)	(0,683)	(6,11)		
Emprunts extérieurs (net)	(3,010)	(0,213)	0,774	(1,287)	(0,530)	(0,187)	(1,875)	(0,249)	(0,280)	(0,905)	(0,691)	(0,270)	(0,683)	(6,11)	(4,52)	

Nouveaux emprunts																
	4,160	0,137	1,237	0,129	0,278	0,213	0,262	0,104	0,187	0,199	0,184	0,179	0,562	3,67	4,47	2%
Amortissements de la																
dette	(7,170)	(0,350)	(0,463)	(1,416)	(0,808)	(0,400)	(2,137)	(0,353)	(0,467)	(1,104)	(0,875)	(0,449)	(1,245)	(9,78)	(8,99)	09%
Financement extérieur																
exceptionnel	(1,170)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Prêt budgétaire FMI																
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Variation comptes de																
liaison comptables des chancelleries	(1,690)															
Erreurs et omissions																
		(0,007)	0,007	0,015	0,009	0,047	(0,004)	0,015	0,032	0,024	0,009	0,015	(0,000)	0,24	(0,07)	

## ANNEXE 2 : CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES DEPENSES

Libellé	Montant
Action et protection sociale	7 763 039 111,47
Action et protection sociale n.c.a.	298 715 996,30
Protection sociale	298 715 996,30
Affaires générales concernant l'action sociale	5 964 323 115,17
Action liée à la lutte contre la pauvreté non définie ailleurs	5 161 990 536,38
Microfinance	25 624 696,80
Sécurité alimentaire	776 707 881,99
Prestations sociales	1 500 000 000,00
Prestations de vieillesse	1 500 000 000,00
Affaires économiques	20 198 957 561,72
Affaires concernant la recherche et le développement économique	433 713 714,35
Recherche et développement concernant les affaires économiques	91 109 332,49
générales, les affaires concernant le commerce et la main d'œuvre	
Recherche et développement concernant les industries extractives,	342 604 381,86
les industries de transformation, le bâtiment et les travaux publics	
Affaires économiques générales, affaires concernant le commerce et la	505 827 828,84
main d'œuvre	
Affaires générales concernant la main d'œuvre (réglementation, lutte	427 836 791,31
contre la discrimination, arbitrage et médiation)	
Programme de lutte contre le chômage	77 991 037,54
Autres activités commerciales, industrielles et artisanat	535 557 989,50
Artisanat	32 617 017,74
Promotion du commerce extérieur	1 081 665,00
Promotion du tourisme (informations, campagne de publicité)	501 859 306,76
Combustibles et énergie	6 761 655 278,89
Energies renouvelables	924 784 350,48
Pétrole et gaz naturel	5 836 870 928,41
Communications	49 494 296,00
Affaires générales en matière de communication	1 848 096,00
Poste	47 646 200,00
Développement rural	5 863 343 292,58
Affaires générales concernant le développement rural	1 049 418 518,56
Agriculture	3 785 236 335,85
Développement irrigué	63 655 394,50
Pêche	965 033 043,67
Industries extractives, industries de transformation, et bâtiments et	1 772 126 774,31
travaux publics	
Industries extractives de ressources minérales	767 856 130,58
Travaux publics	1 004 270 643,73
Transport	4 277 238 387,25
Transport par voie aérienne	58 504 719,20

Transport routier, construction et maintenance de routes, voies urbaines et pistes rurales	3 864 769 258,65
Transports maritimes et fluviaux	353 964 409,40
Affaires islamiques, culture et loisirs	3 734 252 151,46
Service concernant la radiodiffusion, la télévision et l'édition	1 109 478 603,89
Services concernant la radiodiffusion, la télévision et l'édition	1 109 478 603,89
Services concernant la culture	1 723 073 508,44
Activités artistiques et culturelles	193 394 700,94
Jeunesse et loisirs	1 518 875 363,97
Services concernant la jeunesse et sport n.c.a	10 803 443,53
Services concernant les affaires islamiques	901 700 039,13
Services concernant les affaires islamiques	901 700 039,13
Aménagements collectifs et logements	2 501 037 731,99
Aménagements collectifs et logement n.c.a.	38 098 100,00
Aménagements collectifs et logements n.c.a.	38 098 100,00
Approvisionnement en eau	825 752 125,48
Approvisionnement en eau potable	825 752 125,48
Développement collectif	1 637 187 506,52
Développement collectif	1 637 187 506,52
Défense	5 220 857 708,81
Défense civile	1 877 126 865,00
Défense civile	1 877 126 865,00
Défense militaire	3 343 730 843,81
Défense militaire	3 343 730 843,81
Enseignement	17 774 016 820,96
Enseignement du troisième degré	8 461 039 848,76
-	
Enseignement du troisième degré non différencié	969 692 465,88
Enseignement technique supérieur	7 491 347 382,88
Enseignement n.c.a.	9 067 916 139,89
Affaires générales concernant l'enseignement	9 067 916 139,89
Enseignement non défini par le niveau	176 823 283,40
Enseignement technique	176 823 283,40
Enseignement préprimaire et primaire	5 205 166,20
Alphabétisation	5 205 166,20
Enseignement secondaire	63 032 382,72
Enseignement secondaire technique	63 032 382,72
Non classé	6 214 048 780,36
Non Classé	6 214 048 780,36
Non classé	6 214 048 780,36
Ordre er sécurité publique	4 167 663 188,84
Ordre et sécurité n.c.a.	2 379 958 421,28
Ordre et sécurité n.c.a.	2 379 958 421,28
Prisons	207 719 606,48
Prisons	207 719 606,48
Services de la justice	1 214 578 770,96
Cour suprême	136 614 787,80

Parquets	181 388 026,00
Services généraux de la justice	896 575 957,16
Services de protection contre l'incendie	311 237 420,00
Services de protection civile	311 237 420,00
Services généraux de sécurité publique	54 168 970,12
Services généraux de sécurité publique	54 168 970,12
Protection de l'environnement	3 370 293 350,83
Gestion des eaux usées	1 661 010 934,44
Gestion des eaux usées	1 661 010 934,44
Protection de la biodiversité et de l'environnement	1 501 040 023,17
Protection de la biodiversité et de l'environnement (parcs naturels et	1 501 040 023,17
réserves, protection des espèces sauvages)	
Protection de l'environnement n.c.a.	73 218 055,00
Protection de l'environnement n.c.a.	73 218 055,00
Recherche et développement concernant la protection de	135 024 338,22
l'environnement	,
Recherche et développement concernant la protection de	135 024 338,22
l'environnement Santé	4 820 336 726,33
Affaires générales concernant la santé	3 930 070 396,60
Affaires générales concernant la santé	3 930 070 396,60
Consultations externes	47 063 857,80
Services de médecine générale	27 560 000,00
Services paramédicaux	19 503 857,80
Recherche et développement dans le domaine de la santé	44 950 829,94
Recherche et développement dans le domaine de la santé	44 950 829,94
Services concernant la santé publique	124 754 132,25
Centre de transfusion sanguine	24 030 542,80
Ecoles concernant la santé publique	71 048 695,15
Santé mentale	29 674 894,30
Services hospitaliers	673 497 509,74
Services hospitaliers généraux	673 497 509,74
Services publics généraux	14 282 667 647,02
Opérations au titre de la dette publique	3 201 296 558,77
Opérations au titre de la dette publique	3 201 296 558,77
Organes législatifs et exécutifs et affaires étrangères	5 985 767 700,47
Affaires étrangères	602 971 295,52
Institutions républicaines	2 773 428 761,93
Organes de contrôle	841 524 177,61
organes exécutifs au niveau national	1 276 824 386,73
Organes législatifs au niveau national	491 019 078,68
Recherche fondamentale	188 894 025,88
Recherche fondamentale	188 894 025,88
Services des affaires financières et budgétaires	2 310 285 960,40
Services chargés de la conception et de la coordination des politiques	206 550 151,51
Services chargés de la coordination des programmes économiques et	608 655 954,10
sectoriels	

Services chargés du contrôle de la gestion budgétaire	67 862 474,06
Services de la trésorerie et de la comptabilité de l'Etat	583 520 794,29
Services fiscaux	687 587 746,33
Services généraux des affaires financières et budgétaires	156 108 840,11
Services généraux de l'administration	1 479 953 933,14
Services de la planification générale et services statistiques généraux	29 513 414,00
Services généraux chargés de la décentralisation	1 295 290 421,56
Services généraux de l'administration du développement	155 150 097,58
Services publics généraux non classés ailleurs	1 116 469 468,36
Renforcement des capacités du secteur public	50 696 849,00
Services publics concernant l'état-civil	386 916 512,36
Services publics généraux non classés ailleurs (élections, listes	678 856 107,00
électorales, administration des ONG)	
Total général	90 047 170 779,79

## ANNEXE 3 : DEPENSES D'INVESTISSEMENT SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS (MONTANT EN MILLIONS)

SECTEUR	Total dons	Total prêts	Total général
Développement Rural	289,72	1 033,37	1 323,09
Agriculture	192,02	657,61	849,64
Génie rural	0,00	116,44	116,44
Hydraulique villageoise-pastorale	26,73	221,39	248,13
Elevage	1,42	37,93	39,35
Environnement	66,45	0,00	66,45
Recherche/Formation/Vulgarisation	3,09	0,00	3,09
Développement Industriel	766,22	1 839,89	2 606,11
Pêche	478,44	0,00	478,44
Energie	287,78	1 839,89	2 127,66
Aménagement du Territoire	393,78	2 722,98	3 116,75
Habitat/Urbanisme/Transport	30,00	0,00	30,00
Hydraulique urbaine & Assainissement	359,45	1 321,41	1 680,86
Infrastructures routières	0,00	1 324,19	1 324,19
Infrastructures portuaires	4,32	49,04	53,37
Télécommunications	0,00	28,33	28,33
Ressources Humaines	1 948,41	129,65	2 078,06
Justice	19,65	0,00	19,65
Education	363,02	66,51	429,53
Santé et Affaires Sociales	685,38	0,00	685,38
Alphabétisation	0,00	63,14	63,14
Emploi	823,56	0,00	823,56
Jeunesse et Sports	56,80	0,00	56,80
Développement Institutionnel	67,31	348,26	415,57
Appui à l'Administration	67,31	348,26	415,57
Projets multisectoriels	1 810,35	37,42	1 847,77
Projets multisectoriels	1 810,35	37,42	1 847,77
TOTAL GENERAL	5 275,78	6 111,56	11 387,35
TYPE DE BUDGET	DONS	PRETS	TOTAL GENERAL
Administration (BE)	4 780,72	2 596,31	7 377,02
Entreprises publiques (EP)	173,03	3 202,59	3 375,62
Ets publics à caractère administ (BA)	322,03	312,67	634,70
TOTAL GENERAL	5 275,78	6 111,56	11 387,35